

nous les conserverons; dans le cas contraire, nous les perdrons, car aujourd'hui, avec les facultés d'intercommunication, ils peuvent gagner la République voisine, comme ils l'ont fait depuis des années, et comme ils le feront encore dans un certain degré. Le seul moyen de retarder cet exode, sinon de le faire cesser, est de trouver à ces Canadiens des emplois autres que les travaux agricoles pour le surplus de la population. N'oubliez pas que je ne suis pas plus protectionniste que vous n'êtes libres-échangistes: nous sommes sur un terrain commun. S'il existe une politique contribuant à développer et à utiliser les ressources du pays, de manière à procurer du travail à ce surplus, ne devons-nous pas adopter cette politique, et ne faisons-nous pas un travail de démolition quand nous nous évertuons à soutenir une théorie ou à en dénoncer une autre? Il s'agit d'être pratique et de savoir s'il est possible de procurer du travail à ce surplus de notre population. Si la chose est impossible, l'excédent cherchera du travail ailleurs, et il nous renverra, comme produit de sa vigueur et de son adresse, et à un prix plus élevé, les choses mêmes qu'il aurait pu produire ici pour notre consommation, si seulement le capital et l'industrie leur avaient été fournis dans ce pays.

Quelqu'un me dit que l'an dernier 1,500,000 cordes de bois de pulpe ont été exportées du Canada, et que si cette quantité avait été transformée ici en divers produits du bois, la production aurait atteint une valeur de \$70,000,000, au lieu de la valeur de \$15,000,000 à l'exportation.

Nous avons des forces hydrauliques, nous avons le capital, nous avons la force musculaire, l'adresse et les qualités adaptatives. Pourquoi alors ne pas adopter une politique qui nous permettrait d'obtenir le plus grand rendement possible de notre matière première, et de la convertir en produits avant l'exportation, puisque nous sommes forcés de les exporter? Pourquoi cette matière première est-elle réexportée en notre pays en produits finis dont la valeur est de dix à cent fois la valeur de la matière première exportée? Foin de vos protectionnistes, foin de vos libres-échangistes! Faisons table rase de la question du libre-échange ou du protectionnisme, et demandons-nous sensément si, par un effort concerté et par l'utilisation de nos forces hydrauliques et de nos autres ressources sans parallèle, il nous est possible de créer des industries qui donneront un travail rémunérateur à notre surplus de population, et d'ainsi encourager ces travailleurs à rester au pays et s'y créer un foyer familial.

Il s'est formé dans mon esprit une impression d'échec. Je ne sais qui est à blâmer, ni

où fixer ce blâme. Il existe aujourd'hui des mesures et des facilités de coopération en faveur des immigrants qui nous arrivent de Grande-Bretagne. Elles sont nouvelles, et elles permettent d'amener et d'établir au pays des immigrants, la dépense se répartissant par moitié. Or comment se fait-il qu'après un laps de deux ans, après avoir eu amplement l'occasion d'étudier et d'analyser le système, son application et son organisation, un si faible nombre d'immigrants viennent au Canada, tandis qu'un nombre relativement considérable se dirige vers d'autres pays? La rumeur veut que l'Armée du Salut et le Gouvernement soient à couteaux tirés, que l'Armée du Salut ait été rebutée dans son œuvre d'immigration au pays, d'immigration britannique surtout, que des difficultés aient surgi entre l'agence Barnardo et le Gouvernement, et qu'il y ait eu en général une absence de cet esprit et de cet effort coopératifs que le gouvernement britannique paraît avoir prévus et qu'il était prêt à augmenter. Ce serait la raison pour laquelle nous n'avons pas obtenu les résultats désirés. Je ne suis aucunement porté à blâmer les fonctionnaires du département de l'Immigration. Ils accomplissent leur devoir et suivent les instructions que le Gouvernement leur donne et observent les règlements qu'il établit. Quoi qu'il en soit, l'impression que je ressens s'est répandue dans le public, et je suis heureux d'observer que dans l'autre Chambre on a promis de tenir une enquête approfondie sur la question afin d'aller à la source du mal. Assez sur ce point. J'en soulignerai cependant deux autres. Que les autorités fédérales et les autorités provinciales et municipales coopèrent, au premier chef parce qu'elles sont toutes vitalemment intéressées. Le Canada verra sa population s'accroître, l'assiette de ses impôts s'élargir, et s'augmenter la production provenant de chaque nouvel arrivant en ce pays. Le gouvernement provincial fait sa part et est vitalemment intéressé à obtenir le plus d'immigrants qu'il peut établir avantagement dans son domaine; les municipalités, à leur tour, prospèrent en raison de leur population. Ces trois autorités sont donc vivement intéressées, et il devrait exister entre elles la coopération la plus étroite, et un plan concerté d'action et de coordination. Je suis grandement en faveur de l'effort concerté. Dans la Société des nations, ce principe a produit une merveilleuse révolution dans la mentalité, dans l'orientation et dans l'effort de l'univers. Même dans un territoire aussi restreint que le Canada, la conséquence de la consultation des autorités provinciales et des autorités fédérales, l'an dernier, ont justifié le bienfait de la coopération. Rien, je pense, ne pourra unir la population des provinces canadiennes aussi étroitement qu'un effort